

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE VAUCLUSE  
Direction des Interventions et de la Sécurité Routière  
Agence de L'ISLE SUR LA SORGUE  
Centre routier de L'ISLE SUR LA SORGUE  
Numéro de dossier : 053

**Arrêté temporaire n° AT 2021-0529 DISR  
Portant réglementation de la circulation sur les  
D98 du PR 5 au PR 6+0660 et D938 du PR 36 au PR 38+0730  
Communes de Le Thor, L'Isle-sur-la-Sorgue et Velleron  
Hors agglomération**

**Le Président du Conseil départemental**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4
- VU le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire
- VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2018-4791 du 30 juillet 2018 portant délégation de signature à Monsieur Jérôme FONTAINE Directeur des Interventions et de la Sécurité Routière, Pôle Aménagement, et en cas d'absence à Monsieur Bernard MATOIS Directeur Adjoint des Interventions et de la Sécurité Routière
- VU la demande en date du 09/03/2021 de l'entreprise ACTION CLA pour le compte de CIRCET, intervenant pour le compte d'Orange

**CONSIDÉRANT** que les travaux d'aiguillage et de tirage de fibre optique nécessitent la réglementation temporaire de la circulation

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

A compter du 29/03/2021 et jusqu'au 30/04/2021 les travaux d'aiguillage et de tirage de fibre optique sur la D98 du PR 5 au PR 6+0660 et D938 du PR 36 au PR 38+0730 seront effectués de 7h00 à 18h00 du lundi au vendredi dans les conditions suivantes :

La signalisation sera établie sur la base du manuel de chef de chantier, signalisation temporaire "volume 1 routes bidirectionnelles" selon :

- le schéma CM41 chantier mobile en situation de travaux avec bonne visibilité
- le schéma CM42 chantier mobile en situation de travaux avec visibilité insuffisante
- le schéma CM44 chantier mobile en situation de travaux avec trafic ou condition de visibilité justifiant un alternat, la vitesse sera limitée à 50 km/h et le dépassement de tout véhicule sera interdit, l'alternat manuel pourra être remplacé par un alternat par feux selon le schéma CF24

La chaussée sera rendue en totalité libre à la circulation de 18h00 à 8h00.

L'activité du chantier sera suspendue de 18h00 à 8h00, les samedis et les dimanches

Pour toute intervention à l'intérieur des chambres, chaque chambre ouverte sera balisée et la signalisation au droit de celle-ci sera mise en place selon le schéma précité, correspondant à sa position sur le domaine public routier ou sur la chaussée. Chaque chambre sera refermée dès que l'intervention aura été effectuée, et à chaque fin de 1/2 journée de travail.

La signalisation devra être en permanence adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'aura plus son utilité.

L'implantation des signaux sera conforme à la fiche n° 4 du manuel du chef de chantier.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe 2, conformément à l'article 52 du règlement de voirie départemental de Vaucluse.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté. Le lestage ne doit pas être réalisé avec des matériaux agressifs ou qui pourraient constituer un danger pour la circulation.

#### Dispositions particulières :

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et de ses abords et effectuera à cet effet et autant que nécessaire les nettoyages de la chaussée.

Tout dommage causé au domaine public devra être réparé qualitativement à l'identique par l'entreprise.

Les accès riverains, publics et privés seront maintenus. L'entreprise adaptera sa signalisation en rapport de la zone traitée afin de guider les riverains.

#### ARTICLE 2

**: L'entreprise ne pourra intervenir sur la section de la RD98 occupée par le chantier GRDF sans l'accord de l'entreprise SOBECA**, contact M. BROCHARD Mobile : 06 80 11 98 18 , s.brochard@sobeca.fr

#### ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et aux schémas et fiches définis à l'article 1 du présent arrêté, sera mise en place et entretenue sous la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux :

CIRCET - 13 immeuble Les Baux - 13420 GEMENOS

Tél: - Port: 07 75 11 04 25 - adresse courriel: marie.ferrero@circet.fr

Les coordonnées de contact pour toute demande d'intervention pour la maintenance de la signalisation pendant toute la durée du chantier sont :

Mme FERRERO Marie

#### ARTICLE 4

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1 ci-dessus.

L'entreprise informera les services du Département : Centre routier de L'ISLE SUR LA SORGUE, du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers

#### ARTICLE 5

Le présent arrêté, dont les dispositions annulent et remplacent pendant la durée des travaux toutes les

dispositions contraires et antérieures, sera affiché aux extrémités du chantier.

## **ARTICLE 6**

M. le Président du Conseil départemental et M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Avignon, le 12 MARS 2021  
Pour le Président et par délégation

Le Directeur des Interventions  
et de la Sécurité Routière



Jérôme FONTAINE

### Annexes:

CM41 Routes bidirectionnelles bonne visibilité  
CM42 Routes bidirectionnelles visibilité insuffisante  
CM44 Routes bidirectionnelles trafic et visibilité justifiant alternat  
CF24 Routes bidirectionnelles alternat par feux

### Diffusion :

Monsieur le Maire de la commune du THOR  
Monsieur le Maire de la commune de VELLERON  
Monsieur le Maire de la commune de L'ISLE-SUR-LA-SORGUE  
SDIS  
CIRCET  
M.le Chef de l'Agence de l'ISLE SUR LA SORGUE

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

